

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS27/22  
9 septembre 1998

(98-3543)

Original: anglais

## COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – RÉGIME APPLICABLE À L'IMPORTATION, À LA VENTE ET À LA DISTRIBUTION DES BANANES

### Demande de participation aux consultations

#### *Communication de la Jamaïque*

La communication ci-après, datée du 8 septembre 1998, adressée par la Mission permanente de la Jamaïque au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à la procédure prévue à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

---

La Mission permanente de la Jamaïque auprès de l'Organisation mondiale du commerce présente ses compliments à la Délégation permanente des Communautés européennes auprès de l'Organisation mondiale du commerce et a l'honneur de l'informer que le gouvernement jamaïcain prend note de la demande présentée par les gouvernements de l'Équateur, des États-Unis, du Guatemala, du Honduras et du Mexique, distribuée dans le document WT/DS27/18 du 31 août 1998, à l'effet de tenir des consultations avec les Communautés européennes au sujet du respect par celles-ci des recommandations et décisions concernant l'affaire *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*. La décision de l'arbitre, M. El-Naggar, impartit aux CE un délai raisonnable, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1999, pour se conformer aux décisions et recommandations de l'ORD.

La Mission permanente de la Jamaïque a appris que les modifications apportées au Règlement (CEE) n° 404/93 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane à la suite de l'adoption du Règlement (CE) n° 1637/98 du Conseil du 20 juillet 1998 ne comportent pas de dispositions relatives à l'attribution des licences. En fait, les CE n'ont pas encore fini d'incorporer toutes les mesures dans leur réglementation, ce qui pourrait permettre de déterminer si elles respectent les dispositions prises ou s'y conforment. La demande de consultations présentée par les cinq membres en question est à tout le moins prématurée.

La Mission permanente de la Jamaïque, nonobstant et vu son intérêt notable et substantiel dans l'affaire, comme en témoigne sa participation en tant que tierce partie, aux côtés des membres du Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, à la procédure de chacun des groupes spéciaux établis par le GATT et l'OMC, demande à participer à ces consultations. Cette demande est sans préjudice de la validité des arguments exposés dans le document WT/DS27/18, sur lesquels l'ORD devra se prononcer.

La Mission permanente de la Jamaïque auprès de l'Organisation mondiale du commerce saisit cette occasion pour renouveler à la Délégation permanente des Communautés européennes auprès de l'Organisation mondiale du commerce l'assurance de sa très haute considération.

---